

Rapport annuel voté en plénière du 10 décembre 2014

L'agriculture familiale

Déclaration du groupe de la CGT-FO

Élaborer le rapport annuel sur l'état de la France est un exercice intéressant mais très difficile. Ainsi, avant tout propos, le groupe FO tient à souligner le travail remarquable d'Hélène Fauvel, qui a su garder son cap et faire passer les messages qui lui tenaient à cœur, tout en faisant preuve d'un sens de l'écoute et du compromis très marqué.

Avec ce rapport, le CESE alerte les décideurs publics sur différents points fragilisant la cohésion sociale de notre pays. Les inégalités sociales toujours plus marquées, l'ascenseur social bloqué, le refus de l'impôt, les tendances à l'individualisme voire au repli sur soi menacent à terme la démocratie.

Pour FO, l'État a toute sa responsabilité engagée pour mettre un terme à cette spirale infernale. En effet, les services publics contribuent à la réduction des inégalités sociales, en permettant à chacun sans distinction de revenus, de bénéficier de biens et services indispensables. Dans une période où les personnes rencontrant des difficultés sont toujours plus nombreuses, il est vital d'accorder les moyens nécessaires au bon fonctionnement de services publics de qualité et accessibles à tous.

Pour FO, la prise de conscience courageuse du CESE affirmant que les politiques de rigueur et d'austérité nous mènent à la catastrophe et doivent être supplantées par des politiques de relance de l'investissement tant public que privé, est un grand pas.

Pour FO, les décideurs publics doivent agir et réformer notre pays. Or, historiquement doté d'un signifiant positif car lié au progrès social, le mot « réforme » apparaît aujourd'hui porteur de régression sociale pour la majorité de nos concitoyens. Ainsi, comme le souligne le rapport, celles-ci ne doivent pas être conduites en se basant sur des positions dogmatiques et une lecture littérale des textes, menaçant en premier lieu la survie de notre modèle social et nos acquis sociaux.

Pour FO, lutter contre les inégalités passe également par une réforme de grande ampleur de la fiscalité. Il faut inverser la tendance de cette décennie de moins disant social et fiscal en rendant une place plus importante à l'impôt sur le revenu face à l'ensemble des prélèvements obligatoires, étant le seul à prendre en considération les facultés contributives de chacun. FO est bien plus réservée sur les recommandations du rapport visant à accorder une place plus importante à la fiscalité environnementale. Cette dernière étant proportionnelle, elle impacte plus fortement les ménages aux revenus modestes et frappe en priorité les biens de première nécessité (eau, carburant). Ainsi, toute mesure allant dans ce sens ne pourrait voir le jour qu'à condition de ne pas dégrader les niveaux de vie des Français, ceci supposant la mise en place d'aides financières adaptées mais aussi d'alternatives crédibles et cohérentes avec des comportements plus vertueux.

Pour FO, mettre un terme au « ras-le-bol » fiscal passe par un rétablissement du consentement à l'impôt, que ce soit par un examen des centaines de niches fiscales dont l'utilité peut être contestée, que par la lutte contre la fraude fiscale qui atteint des montants équivalents au déficit budgétaire de l'État en donnant à l'administration fiscale les moyens nécessaires.

Pour FO, le constat du rapport annuel 2014 est sans appel : notre société peine à croire en un futur meilleur et manque d'une vision qui suscite l'adhésion de tous. Ni la réduction de la dette et des déficits, ni la course au moins-disant social ne sauraient répondre aux attentes des Français. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à souhaiter que soit accordée enfin à l'humain une place centrale dans l'économie. Il s'agit ainsi de construire pour et avec les peuples, en France comme en Europe, un projet qui rassemble autour de l'analyse partagée d'un avenir souhaitable et non subi.

Le groupe FO a voté le rapport.